

Payeur **2043748**

SPAR LUZECH M.SAB
SARL M.SAB
353 LA BERGERIE, ROUTE DE CAHORS
46140 LUZECH

Facturé: **2043748**

SPAR LUZECH M.SAB
SARL M.SAB
353 LA BERGERIE, ROUTE DE CAHORS
46140 LUZECH
N° TVA.: FR 57 935365098

Code TVA	% TVA	Base TVA	Montant TVA	Total Net	234,88 EUR
F1	5,50 %	234,88 EUR	12,92 EUR	Total TVA	12,92 EUR
Total facture					247,80 EUR

Email: litigeretail.france@vandemoortele.com

Date facture: 31/07/2025 Incoterms® 2020: CPT Luzech

Date échéance: 15/08/2025 Modalités de paiement : dans les 15 jours sans déduction

Réf client : 2043748 / LUZECH Date: 29/07/2025 Commande: 200943764 N° livraison: 385803313 Entrepôt : FR E892 Date livraison 31/07/2025

Livré: 2043748, SPAR LUZECH M.SAB, 353 LA BERGERIE, ROUTE DE CAHORS, 46140 LUZECH, FRANCE

Org vente: E337

Ligne	Article	Description article	Qté	Unité	Prix brut	Prix net/U	Base TVA	Taxe	Total
	Article client	EAN							

000010	38015	BAGUETTE DUCHESSE AUX 5 GRAINES (avec sachet)	2	CAR	39,20	23,27 CAR	46,54 F1		49,10
			56	PC	1,4000	0,8311 CU	28,0000	CU / CAR	

3461180380158

Remise Centrale: -40,640 %

000020	56462	PRN BAGUETTE LA DOREE DJ 270G X28 7,56KG	3	CAR	31,98	21,87 CAR	65,60 F1		69,21
			84	PC	1,1420	0,7810 CU	28,0000	CU / CAR	

3461180564626

Remise Centrale: -31,620 %

000030	37379	BAGUETTE DUCHESSE FARINEE (avec sachet)	5	CAR	34,92	21,37 CAR	106,84 F1		112,72
			140	PC	1,2470	0,7631 CU	28,0000	CU / CAR	

3461180373792

Remise Centrale: -38,800 %

EMETTEUR DE LA FACTURE
Vandemoortele Europe NV, succursale française
Etablissement principal - Business line : Bakery Products
264 rue du Chalonge - Le Haut-Montigné - F-35370 TORCE
SIREN : 850 772 047 RCS RENNES
SIRET : 850 772 047 00021 - Code APE 4636Z

IBAN : FR7630004013280001038792904 BIC : BNPAFRPPXXX
Tél +33 (0) 2 99 75 72 00 - Fax + 33 (0) 2 99 75 72 10
www.vandemoortele.com

N° TVA. FR64850772047

SIEGE SOCIAL
Vandemoortele Europe NV
Ottergemsesteenweg-Zuid 816 B-9000 Gand
RPR Ghent (Division Ghent) 0721494116

Capital social : 148.371.751,11 EUR

(*)Vandemoortele France est un nom commercial de Vandemoortele Europe NV, succursale française

Ligne	Article	Description article	Qté	Unité	Prix brut	Prix net/U	Base TVA	Taxe	Total
	Article client	EAN							
000040	37728	BAGUETTE PRECUITE 58CM	1	CAR	34,12	15,90 CAR	15,90	F1	16,77
			33	PC	1,0339	0,4818 CU	33,0000	CU / CAR	

3461180377288

Remise Centrale: -53,410 %

Poids brut:	Poids net:
106,521 KG	86,800 KG

CONDITIONS GENERALES DE VENTE: Toutes les ventes sont régies par les conditions générales de vente (CGV) ci-jointes:

DONNEES PERSONNELLES : Les données personnelles sont traitées conformément au Règlement général sur la protection des données à caractère personnel N° 2016/679/EU (RGPD) et à la Politique vie privée et protection des données du Groupe Vandemoortele.
<https://vandemoortele.com/en/vandemoortele-group-privacy-personal-data-protection-policy>

Tout litige découlant du contrat sera porté devant les tribunaux compétents dans le ressort duquel le vendeur a son siège social.

RESERVE DE PROPRIETE: les produits vendus restent la propriété du vendeur jusqu'au complet paiement du prix. Les risques seront transférés conformément à l'INCOTERMS applicable.

PAIEMENT ANTICIPE: aucun escompte n'est accordé en cas de paiement anticipé.

TAUX D'INTERET DE RETARD: Taux de la BCE + 10 points

INDEMNITES DE RECOUVREMENT (pour tout paiement après la date d'échéance: 40 EUR

Selon la réglementation FIC N° 1169/2011 vous pouvez consulter et télécharger les fiches techniques depuis le site VDM B2B TDS.

INFORMATION PRODUITS: Toutes nos fiches techniques sont disponibles pour téléchargement sur le site:
<https://b2b.vandemoortele.com/productinfo>

Veuillez indiquer le numéro de la facture et le numéro du client lors du paiement.

1. APPLICATION DES CONDITIONS GENERALES

1.1 Les présentes Conditions Générales de Vente et/ou de Prestations de Services, ci-après dénommées «CGVPS », ont pour objet de définir les conditions selon lesquelles **Vandemoortele France(*)**, enregistrée sous le n° SIRET 850 772 047 00021 au RCS de RENNES et domicilié au 264 rue du Chalonge – Zone d'activité du Haut-Montigné, 35370 TORCE (ci-après dénommée «Vendeur ») fournira à des clients professionnels (ci-après dénommé « Acheteur ») les produits présents au catalogue du Vendeur et/ou réalisés spécifiquement pour l'Acheteur, qu'ils soient sans marque (produits dits «blanco» ou « no name »), sous marque et/ou dénomination du Vendeur, sous marque et/ou dénomination de l'Acheteur (ou de ses clients) et/ou de tiers) définis dans la commande (ci-après dénommés «Produit(s) »). Sauf autrement convenu par écrit, les Produits ne sont pas destinés à être vendus en l'état par l'Acheteur à des consommateurs, car ils doivent être notamment décongelés, cuits, mis en œuvre, transformés, utilisés comme ingrédients ou reconditionnés par l'Acheteur ou ses clients, avant leur commercialisation aux consommateurs.

1.2 Le Vendeur se réserve le droit de modifier, adapter ou réviser les CGVPS à tout moment. Ces adaptations, modifications ou révisions sont effectives immédiatement à compter de leur date de publication. Les CGVPS seront communiquées à l'Acheteur par tous moyens et notamment via son compte extranet, par courriel ou par courrier postal. L'Acheteur doit les consulter régulièrement et notamment avant toute commande. Seule la version en vigueur des CGVPS au jour de la commande aura valeur juridique entre le Vendeur et l'Acheteur, dans le respect des éventuels contrats conclus entre le Vendeur et l'Acheteur.

1.3. Les CGVPS s'appliquent à toute commande passée par l'Acheteur au Vendeur ainsi qu'à tout contrat conclu entre l'Acheteur et le Vendeur, à l'exclusion de tous autres documents émis par le Vendeur et qui n'ont qu'une valeur indicative. Aucune autre condition relative à la vente ne peut, sauf acceptation formelle et écrite du Vendeur, prévaloir sur les CGVPS.

1.4 Les CGVPS sont rédigées en langue française dans leur version originale qui seule fait foi, primant sur toute autre version traduite en langue étrangère.

1.5 Le fait de ne pas exercer ou de ne pas exiger l'exécution d'une stipulation quelconque des CGVPS ne pourra en aucun cas être interprété, ni comme une modification de contrat, ni comme une renonciation expresse ou tacite au droit d'exercer ladite stipulation dans l'avenir.

2. FORMATION DU CONTRAT DE VENTE ET/OU DE PRESTATIONS DE SERVICES - COMMANDES

2.1 Sauf convention contraire, chaque commande doit être adressée au Vendeur par écrit (courrier, courriel) ou par format EDI. La commande sera considérée acceptée à compter de la date de confirmation de commande émise par le Vendeur. En l'absence de confirmation expresse, la commande sera considérée acceptée à compter de la date d'expédition des Produits indiquée sur le bon de livraison. Le bénéfice de la commande est personnel à l'Acheteur et ne peut être cédé sans l'accord du Vendeur.

2.2 L'acceptation de la commande par le Vendeur est subordonnée à la disponibilité du Produit commandé dans les stocks du Vendeur et au niveau d'Encours accordé par le Vendeur à l'Acheteur dans les conditions prévues à l'article 5.

2.3 Pour les Produits promus sur des catalogues régionaux ou nationaux destinés à être livrés en France Métropolitaine (hors Corse), les commandes devront être adressées **au moins 6 semaines** avant la date souhaitée pour la 1ère livraison. Pour les autres Produits, les commandes doivent être adressées au Vendeur **au plus tard le jour ouvré A (avant 12h00) pour une livraison le jour ouvré E**, sauf accord contraire et écrit du Vendeur.

Pour les commandes exceptionnelles passées par l'Acheteur, c'est à

dire les commandes passées en dehors du cadre des relations commerciales courantes (ex. volumes inhabituels ou exceptionnels commandés par l'Acheteur (à savoir commande dépassant en quantité plus de 10% de la moyenne par commande des quantités commandées dans les 12 mois précédant la date de la commande concernée), commandes passées dans le cadre d'opérations promotionnelles de déstockage (produits en fin de DDM/DLUO, produits déréférencés par un client) proposées par le Vendeur), nouveaux référencements ou modifications d'assortiment de l'Acheteur, etc. (ci-après définies comme « Commandes Exceptionnelles »), les délais minimum ci-dessus ne seront pas applicables et devront être fixés au cas par cas entre le Vendeur et l'Acheteur avant passation des commandes.

Dans tous les cas, les délais et les quantités mentionnées dans les Commandes Exceptionnelles n'auront qu'une valeur INDICATIVE, le Vendeur n'étant tenu, pour lesdites Commandes Exceptionnelles passées dans des circonstances spécifiques, qu'à une obligation de moyen. Les Commandes Exceptionnelles seront en particulier exécutées uniquement dans la limite des stocks disponibles, et, lorsque la totalité des stocks sera épuisée, les lignes de commandes non exécutées seront automatiquement annulées.

2.4 Aucune modification ou résiliation de la commande ne pourra être effectuée par l'Acheteur, sans l'accord écrit et préalable du Vendeur. En outre, l'Acheteur sera tenu d'indemniser le Vendeur pour tous les frais engagés et les dommages subis découlant de la modification ou résiliation de la commande.

2.5 Le Vendeur se réserve le droit d'apporter, jusqu'au moment de la livraison, toute modification qu'il juge utile à ses Produits (hors produits réalisés spécifiquement à la demande de l'Acheteur) et ce, sans obligation de modifier les Produits précédemment livrés ou en cours de commande. De même, le Vendeur se réserve le droit d'arrêter la commercialisation de certaines références de Produits sous réserve d'en informer préalablement l'Acheteur avec un préavis maximum de 3 mois.

2.6 Dans tous les cas d'arrêt de fabrication d'un Produit réalisé spécifiquement pour un Acheteur, notamment les produits vendus sous la marque de l'Acheteur (ou de ses clients), et quelle qu'en soit la cause, l'Acheteur s'engage, à première demande du Vendeur, à reprendre, aux conditions tarifaires en cours, les produits de la marque de l'Acheteur (ou de ses clients) restants en stock, les stocks d'emballages, d'étiquettes, ainsi que l'outillage spécifiquement acquis pour la fabrication de ces consommables et non encore amorti, que détiendrait le Vendeur (et/ou son sous-traitant) et qui ne serait plus utilisé pour la fabrication ou commercialisation des Produits.

2.7 Le Vendeur se réserve le droit, à tout moment et par tous moyens (courrier, courriel ou tout moyen dématérialisé) de suspendre, résilier ou annuler toute ou partie des commandes de l'Acheteur en cas de non-respect des dispositions ci-dessus (notamment article 2.1 à 2.4) ou en cas manquement de ce dernier à l'une quelconque de ses obligations et pour lequel, il n'aurait pas été remédié après mise en demeure restée sans effet, mais également en cas d'atteinte de l'Encours accordé par le Vendeur à l'Acheteur dans les conditions prévues à l'article 5.

3. CONDITIONS DE LIVRAISON

3.1 Les Produits commercialisés par le Vendeur sont destinés à être livrés uniquement en France métropolitaine (hors Corse) soit :

- « CPT » à l'adresse convenue, conformément aux INCOTERMS® 2020 CCI,
- « EXW », conformément aux INCOTERMS® 2020 CCI.

Les conditions de livraison applicables à chaque commande seront précisées dans l'offre tarifaire du Vendeur communiquée à l'Acheteur. Il est expressément entendu que chaque fois que le terme « franco » ou « franco de port » ou que le terme « enlèvement » ou « départ usine » est utilisé par le Vendeur et/ou l'Acheteur il sera

compris et interprété respectivement comme une livraison « CPT » ou « EXW » telle que définie ci-dessus. En cas de livraison « CPT », toute modification du plan de transport, devra être notifiée par écrit au Vendeur au moins **48H à l'avance** et être validée par le Vendeur afin d'éviter une désorganisation de son circuit de distribution. A défaut, la totalité des coûts supportés par le Vendeur du fait d'un empêchement de l'Acheteur à réceptionner les Produits dans les délais convenus initialement, pourront lui être facturés par le Vendeur. En cas de livraison « EXW », et afin que le Vendeur puisse respecter les délais au point de livraison convenu, l'Acheteur doit se rapprocher du Vendeur (ou sa base logistique) pour convenir d'un rendez-vous d'enlèvement au minimum 48 heures à l'avance via le système TRANSPOREON ou tout ou autre système défini par le Vendeur. Si l'Acheteur ne prend pas livraison des Produits mis à sa disposition dans un délai de 5 jours ouvrés après mise à disposition, le Vendeur se réserve le droit d'entreposer les Produits pour le compte, aux frais et risques de l'Acheteur, dans l'entrepôt du Vendeur ou chez un tiers.

3.2 Les délais de livraisons applicables et faisant foi sont ceux indiqués sur la confirmation de commande du Vendeur. Ils s'entendent en **jours ouvrés** (du lundi au vendredi hors jours fériés).

Du fait des aléas logistiques et du prix de vente proposé, le Vendeur ne peut pas garantir une heure de livraison ou un taux de service. A défaut de confirmation de commande, les livraisons ne sont réalisées par le Vendeur qu'en fonction de la capacité de production du producteur, des disponibilités des Produits en stock et dans l'ordre d'arrivée des commandes.

3.3 Pour toute demande de pénalités exprimée par l'Acheteur, quelle qu'en soit la cause, le Vendeur et l'Acheteur s'engagent à échanger, sur demande écrite de l'Acheteur, afin de trouver ensemble les solutions appropriées pour remédier aux manquements du Vendeur. Ils pourront (en tenant compte d'une marge d'erreur suffisante, des aléas et des circonstances indépendantes de la volonté des parties) négocier des pénalités de bonne foi si l'Acheteur apporte la preuve d'un manquement du Vendeur, d'une rupture de stock (entendu en linéaire et en entrepôt) ou d'un préjudice subi, et d'un lien de causalité entre le manquement et la rupture de stock ou le préjudice subi.

Ces pénalités devront être proportionnées audit préjudice subi par l'Acheteur et ne pourront EN AUCUN CAS dépasser 3% du montant des Produits concernés par le manquement du Vendeur ou 5% pour les Produits devant être livrés dans le cadre d'une opération promotionnelle convenue avec le Vendeur, étant précisé que ce taux de 5% (et de manière générale tout taux de service ou conditions particulières convenus avec l'Acheteur pour les produits en promotion) s'appliquera UNIQUEMENT sur les produits identifiés dans la commande de manière explicite comme produit en promotion.

Dans tous les cas :

- Les pénalités ne pourront pas dépasser un plafond équivalent à 2 % de la valeur des « Produits Commandés » relevant de la « Catégorie De Produits » au sein de laquelle l'inexécution d'engagements contractuels a été constatée, étant précisé qu'il est entendu par :
 - « Produits Commandés », la commande au sein de laquelle l'inexécution contractuelle a été constatée.
 - « Catégorie De Produits », la référence (GENCOD) du produit concerné par le manquement, chaque référence étant spécifique et non substituable.
- Aucune pénalité, indemnité ou avoir ne pourra être réclamé(e) si les Produits ont été acceptés et conservés par l'Acheteur ;
- Si dans les 30 jours calendaires à compter de la date du manquement du Vendeur, l'Acheteur n'a pas notifié de réclamation au Vendeur en apportant les éléments de preuve y afférent par LRAR, l'Acheteur sera considéré comme ayant renoncé à l'application de pénalités pour le manquement du

Vendeur ;

- Les pénalités négociées sont exclusives et en lieu et place de tout autre dédommagement ou réclamation de la part de l'Acheteur ;
- Aucune pénalité ou indemnité prédéfinie par l'Acheteur pourra être considérée comme proportionnée.
- Aucune pénalité logistique ne pourra être réclamée en cas de manquement du Vendeur dans l'exécution des Commandes Exceptionnelles.
- Pour chaque pénalité non justifiée réclamée par l'Acheteur, le Vendeur se réserve le droit de facturer un montant forfaitaire minimum de 50 EUR de frais de gestion, sans préjudice de tous dommages et intérêts.
- Il est interdit de déduire d'office du montant de la facture établie par le Vendeur les pénalités ou rabais correspondant au non-respect d'un engagement contractuel.
- Il est interdit de procéder au refus ou au retour de Produits, sauf en cas de non-conformité de ceux-ci ou de non-respect de la date de livraison confirmée par le Vendeur.

3.4 Les supports de manutention (ex. bacs, rolls ou palettes en bois de type « Europe ») propriété du Vendeur, sont réputés être en bon état à la livraison. Ils doivent être restitués le jour de la livraison (telle que définie à l'article 3.1) ou retournés intacts à charge et aux risques de l'Acheteur au plus tard à la fin du mois de la livraison concernée des Produits. Passé ce délai, le Vendeur est en droit de facturer une indemnité d'un montant équivalent au prix coûtant des supports de manutention manquants.

Les supports de manutention, propriété d'un tiers (ex. palettes plastique ou « locatives »), sont réputés être en bon état au moment de la livraison et feront l'objet d'une charte de collaboration qui devra être signée entre le tiers et l'Acheteur.

3.5 Pour les livraisons « EXW », l'Acheteur s'assurera du parfait paiement de ses prestataires de transport et des sous-traitants de ce dernier, de telle sorte que le Vendeur ne puisse en aucune façon être inquiété à ce sujet en sa qualité d'expéditeur de la marchandise. De convention expresse, l'Acheteur remboursera et garantira le Vendeur de toute somme qu'elle pourrait être amenée à verser à un transporteur affrété par l'Acheteur ou à l'un de ses sous-traitants ou fournisseurs, sur le fondement notamment des articles L. 132-8 du code de commerce et L. 3223-2 du code des transports.

3.6 Les documents de transport (bon de livraison, lettre de voiture) relatifs à chaque livraison de produits seront mis à disposition de l'Acheteur au format défini par le Vendeur ou son prestataire (format dématérialisé ou papier). Le cas échéant, il appartient à l'Acheteur de préciser sur le document de transport adapté ses réserves, qui, pour être opposables, devront être signées par le Vendeur et l'Acheteur.

4. PRIX

4.1 Les prix applicables sont ceux en vigueur à la date de livraison, sauf autrement convenu avec l'Acheteur. Sauf accord contraire et écrit du Vendeur, les prix communiqués par le Vendeur s'entendent : en euros et hors taxes (dont TVA), hors éco-contribution et uniquement pour une livraison en France Métropolitaine (hors Corse), dans les conditions prévues à l'article 3.1. Les supports de manutention (ex. bacs, palettes, rolls, etc.) ne sont pas inclus dans le prix et doivent être restitués au Vendeur dans les conditions de l'article 3.4. De manière générale, toute fourniture ou service spécifiquement demandé par l'Acheteur avec le Produit (coût de l'emballage, des étiquettes, des clichés et/ou des cylindres, etc.) n'est pas inclus dans le prix du Produit.

4.2 Révision des prix pendant l'exécution d'une commande ou d'une convention commerciale.

Dans un contexte de forte volatilité des coûts des matières premières, de l'énergie, du transport, des emballages, etc. et de manière générale de fluctuation des conditions économiques (coûts de main d'œuvre, coûts de fabrication, etc.), l'Acheteur

est informé que le Vendeur ne peut pas lui garantir le maintien des prix pendant toute la durée de la commande ou de la convention commerciale concernée. Les prix pourront dès lors être modifiés par le Vendeur, à tout moment, moyennant un préavis de 4 semaines notifié par e-mail ou courrier, en tenant compte, si applicable, des indicateurs prévus à l'article L. 443-4 du code de commerce, et/ou de la clause de révision de prix qui pourrait être convenue entre les parties. Ce délai pourra être réduit en cas de force majeure et/ou de forte variation des coûts précités et/ou en cas de modification des taxes ou contributions à la charge du Vendeur. Sauf autrement convenu avec l'Acheteur, le nouveau prix s'appliquera aux livraisons effectuées à compter de la date d'application du nouveau tarif. Les commandes passées entre la date de notification d'une hausse tarifaire et la date d'application du nouveau prix ne pourront dépasser en quantité plus de 10% de la moyenne par commande des quantités commandées dans les 12 mois précédant la date de la notification de la hausse tarifaire.

En cas de désaccord de l'Acheteur sur le nouveau prix, et sans préjudice des dispositions de l'article 1195 du code civil, les parties se rapprocheront et s'efforceront de trouver un accord avant la date d'application prévue initialement par le Vendeur, dans un esprit de collaboration et d'équité en vue de se replacer dans une position d'équilibre comparable à celle qui existait au moment de la commande et/ou de la conclusion du contrat concerné. Après cette date, et à défaut d'accord, chacune des parties pourra, sans qu'aucune pénalité ou indemnité ne puisse être réclamée :

(1) suspendre immédiatement l'exécution de la commande ou du contrat concerné jusqu'à l'obtention d'un accord, et/ou

(2) arrêter la commercialisation du produit concerné et/ou résilier la commande ou le contrat concerné, en respectant un préavis conforme aux dispositions légales en vigueur, étant précisé que le préavis de rupture des relations commerciales commence à compter de la date de notification de la révision des prix.

Il est expressément précisé qu'en cas de désaccord entre les parties sur le nouveau tarif, l'Acheteur pourra voir sa responsabilité engagée s'il n'a pas tenu compte de bonne foi des éléments communiqués par le Vendeur justifiant la nouvelle proposition tarifaire.

Le Vendeur ne sera en aucun cas tenu d'accepter des commandes ou de livrer des Produits à l'ancien tarif au-delà de la date d'application du nouveau tarif prévue initialement par le Vendeur. Si malgré l'absence d'accord sur le nouveau tarif, l'Acheteur souhaite passer des commandes après la date d'application du nouveau tarif initialement par le Vendeur, la commande, si elle acceptée par le Vendeur sera exécutée sur la base du nouveau tarif communiqué par le Vendeur.

4.3 Conditions tarifaires applicables après expiration d'une convention commerciale conclue entre les parties.

Sauf dérogation expresse et écrite du Vendeur, les conventions commerciales conclues pour une période déterminée ne sont pas renouvelables par tacite reconduction notamment pendant la période de négociation d'une nouvelle convention. Dans les six mois précédant la date d'échéance de la convention, les parties se rapprocheront afin de décider si la collaboration doit être poursuivie pour une nouvelle période et dans l'affirmative, négocieront les nouvelles conditions commerciales et tarifaires applicables. En cas d'accord entre les parties sur les nouvelles conditions, une nouvelle convention, applicable à compter de l'expiration de la précédente (généralement le 1er janvier ou 1er mars) sera conclue entre les parties. Dans l'hypothèse où les parties n'auraient pas, à la date d'échéance de la convention, finalisé les négociations pour la nouvelle année ou période à venir, toute commande notifiée par l'Acheteur et acceptée par le Vendeur après cette date sera exécutée sur la seule base du tarif et des conditions générales de vente du Vendeur en vigueur à la date d'exécution de la commande. En aucun cas, la convention commerciale arrivée à échéance ne pourra continuer à produire ses effets pendant la période de négociation, quelles en soient les dispositions.

Dans tous les cas, à défaut de convention conclue au plus tard le 1er mars ou dans les deux mois suivant le début de la période de commercialisation des produits ou des services soumis à un cycle de commercialisation particulier, le Vendeur, conformément aux dispositions de l'article 9 de loi n° 2023-221 du 30 mars 2023 pourra notamment en l'absence de contrat nouvellement formé, mettre fin sans préavis à toute relation commerciale avec l'Acheteur, sans que ce dernier puisse invoquer la rupture brutale de la relation commerciale au sens du II de l'article L. 442-1 du code de commerce.

4.4 Renégociation dans le cadre de l'article L.441-8 du code de commerce.

Sans préjudice des dispositions de l'article 4.2, une renégociation du prix des produits visés à l'article L.441-8 du code de commerce pourra avoir lieu entre le Vendeur et l'Acheteur dans le respect des dispositions légales en vigueur, afin de tenir compte de la fluctuation des prix des matières premières agricoles et alimentaires et des produits agricoles et alimentaires, de l'énergie, du transport et des matériaux entrant dans la composition des emballages. Au cours de l'exécution de la commande ou du contrat concerné, si l'une des parties venait à constater par tous moyens la hausse ou la baisse du prix des composants notamment précités entrant dans la composition des produits, les parties s'engagent à se rencontrer à la demande de la partie la plus diligente pour renégocier les prix. La période de référence permettant de déterminer une fluctuation de ces prix sera l'évolution constatée dans les tarifs du Vendeur depuis la date d'entrée en vigueur du dernier tarif de celui-ci.

Les parties conduiront la renégociation de bonne foi et dans le respect du secret en matière industrielle et commerciale et, de manière générale, du secret des affaires. Les parties s'efforceront de tenir compte de l'impact des fluctuations sur l'ensemble des acteurs de la chaîne d'approvisionnement afin d'aboutir à une répartition équitable entre les parties de l'accroissement ou de la réduction des coûts de production résultant de ces fluctuations.

A l'issue de cette renégociation, ne pouvant être supérieure à un mois, et dans l'hypothèse où les parties se mettraient d'accord sur une nouvelle tarification, celle-ci sera applicable dès l'accord des parties.

Si la renégociation n'aboutit pas à un accord, il est fait application de l'article L. 631-28 du code rural et de la pêche maritime.

Dans tous les cas, la renégociation donne lieu à l'établissement d'un compte rendu conforme aux dispositions de l'article D.441-4 du Code de commerce.

5. CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1 Sauf dérogation expresse et écrite du Vendeur, les Produits sont payables par prélèvement dans un délai de 15 jours à compter de la date de la facture, et, en tout état de cause, dans le respect des dispositions du code de commerce et notamment des articles L.441-10 et suivants. Afin de réaliser le paiement, l'Acheteur s'engage à communiquer au Vendeur ses coordonnées bancaires ainsi qu'une autorisation de prélèvement. Tout paiement anticipé par rapport au délai fixé sur la facture ne donnera lieu à aucun escompte. La facturation sera effectuée au plus tard à la date de livraison.

De même tout montant du par le Vendeur devra être payable dans les mêmes délais que ceux applicables aux montants dus par l'Acheteur.

5.2 Sauf accord écrit et préalable du Vendeur, aucune compensation ne pourra être valablement effectuée entre les créances du Vendeur et les dettes de l'Acheteur.

5.3 Sans préjudice des dispositions de l'article 5.4, le Vendeur et l'Acheteur conviennent en début d'exercice d'un niveau d'encours maximum que peut présenter l'Acheteur. L'encours s'entend comme la somme totale des créances détenues par le Vendeur à l'encontre de l'Acheteur, à savoir l'ensemble des commandes passées par l'Acheteur, des factures à émettre par le Vendeur, des factures échues

et non échues (ci-après dénommé « l'Encours »). Dans l'hypothèse où l'Acheteur dépasserait son niveau d'encours convenu, le Vendeur se réserve le droit, de réduire le délai de paiement convenu ou d'exiger le paiement avant livraison ou d'exiger toutes les garanties de paiement qu'il jugera nécessaires.

A défaut de pouvoir obtenir de telles garanties ou en cas de refus de l'Acheteur de modifier les conditions de paiement, pour quelque cause que ce soit le Vendeur se réserve le droit de suspendre l'exécution des commandes ou des contrats en cours jusqu'à ce que les parties trouvent un accord dans l'intérêt des deux parties.

5.4 Le défaut de paiement d'une facture à l'échéance entraîne, de plein droit, le paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 EUR et d'intérêts de retard d'un montant égal au taux d'intérêt de la BCE majoré de 10 points. Cette indemnité et ces intérêts sont calculés à compter du jour figurant sur la facture et seront exigibles sans qu'une mise en demeure préalable soit nécessaire. Nonobstant ce qui précède, le défaut de paiement d'une facture le jour d'échéance autorise le Vendeur, de plein droit et sans formalité, à :

(1) Exiger le paiement immédiat de la totalité des créances en cours, quelles que soient les conditions de paiement ; et/ou (2) annuler tous rabais, remise ou ristourne, quels qu'en soient la nature, l'appellation et le mode de calcul, ceux-ci ne pouvant être acquis que dans le cadre du respect des conditions de paiement ; et/ou (3) suspendre toutes les livraisons des commandes en cours d'exécution ; (4) demander une indemnisation complémentaire, sur justification, lorsque les frais de recouvrement engagés par le Vendeur sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire précitée ; (5) demander le paiement d'une pénalité supplémentaire égale à 20% du montant de la commande concernée par le retard, avec un minimum de 100 EUR ; (6) annuler ou résilier tout ou partie de la commande ou du contrat concerné par le retard de paiement, après mise en demeure restée sans effet, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts que pourrait réclamer le Vendeur légalement ou contractuellement.

6. TRANSFERT DES RISQUES ET TRANSFERT DE PROPRIETE

Il est expressément convenu que les Produits vendus restent la propriété du Vendeur jusqu'au complet paiement du prix, en principal et accessoires. Néanmoins et à défaut de convention expresse, les risques seront transférés à l'Acheteur au moment de la livraison des Produits conformément aux dispositions de l'article 3 des CGVPS. Le défaut de paiement par l'Acheteur de l'une des échéances pourra entraîner la revendication du Vendeur des Produits livrés, aux frais de l'Acheteur, sans préjudice de toute action dont pourrait disposer contractuellement ou extra-contractuellement le Vendeur. Cette clause de réserve de propriété est considérée comme étant expressément acceptée par l'Acheteur.

7. RETARDS EXCUSABLES – FORCE MAJEURE

Le Vendeur ne sera pas en défaut, et aucune pénalité ne pourra lui être appliquée, si la réalisation d'une quelconque de ses obligations au titre du contrat ou de la commande est partiellement ou totalement retardée ou empêchée pour l'une des causes suivantes : (i) aléas climatiques ou sanitaires, pénuries de matériaux, de ressources naturelles, d'énergie ou de matières premières agricoles (sans pour autant caractériser des cas de force majeure), (ii) d'un fait relevant de l'Acheteur ou d'un tiers, (iii) cas fortuit, (iv) Force Majeure. Par "Force Majeure", on entend tout événement tel que défini par le code civil et tout événement hors du contrôle raisonnable du Vendeur tel que et sans que cette liste soit limitative: crises sanitaires (ex. COVID 19), catastrophes naturelles, incendie, inondation, sabotage, explosion, épidémies, interruption ou retard dans les transports, défaillance d'un fournisseur ou d'un sous-traitant, restriction de quarantaine, perturbation dans l'approvisionnement de fournitures en provenance de sources normalement fiables (incluant notamment, matières premières, électricité, eau, carburant et fournitures similaires), grève (quelle qu'en soit la forme), bris de machine, tout accident majeur dans les installations du Vendeur,

toute insurrection, émeute ou guerre civile, guerre déclarée ou non, toute modification de loi, nouvelle loi ou réglementation, toute action, non-exécution, omission de toute autorité gouvernementale, tout refus, annulation ou non renouvellement d'autorisation gouvernementale ou administrative ou autre nécessaire à la vente de tout ou partie des Produit(s) ou à l'achat de la matière nécessaire à leur fabrication.

Si la réalisation d'une quelconque obligation du Vendeur est retardée en tout ou partie pour les causes précitées pendant une période excédant 60 jours calendaires, l'une ou l'autre des parties aura la possibilité, en l'absence de règlement amiable, de résilier tout ou partie du contrat ou de la commande concernée par le retard, de plein droit et sans aucune indemnisation par l'envoi à l'autre partie d'une lettre recommandée avec AR (et sans autre formalité). La résiliation n'affectera pas les dettes exigibles entre les parties à la date de la résiliation.

8. QUALITE/CONTROLE DE CONFORMITE DES PRODUITS

8.1 Sauf convention contraire, le Vendeur garantit la conformité des Produits (y compris étiquetage et emballage) :

- à la réglementation française et européenne en vigueur en France au moment de la livraison, applicable pour des ventes ou des prestations de services entre professionnels.
- aux fiches techniques ou proposition commerciale du Vendeur telles qu'éditées dans leurs versions les plus récentes.

Ces caractéristiques font référence pour apprécier une éventuelle non-conformité des Produits livrés. Toutes dérogations aux documents de référence du Vendeur ne sera applicable qu'après acceptation écrite et préalable de celui-ci.

A toutes fins utiles, les informations nécessaires à un étiquetage destiné aux consommateurs sont mises à disposition de l'Acheteur sur le site <https://b2b.vandemoortele.com/productinfo> ou via le QR code apposé sur les emballages, étant précisé que l'Acheteur sera seul responsable de la bonne transmission de ces informations aux consommateurs et de manière générale à ses clients.

8.2 L'Acheteur est tenu de vérifier la quantité des Produits livrés et l'état apparent des Produits lors de la livraison et, en cas de dommages dus au transport ou de non-conformité des Produits au bon de livraison, de mentionner avec précision ses réserves sur le bon de livraison, de les réitérer auprès du transporteur par lettre recommandée dans les 3 jours calendaires de la livraison, conformément aux dispositions de l'article L.133-3 du Code de Commerce, et d'en informer le Vendeur par écrit, dans un délai de 8 jours calendaires. Aucune réclamation ne sera recevable en cas de non-respect de ces formalités. Il appartient à l'Acheteur d'apporter la preuve de la non-conformité constatée. Pour les Produits vendus en conditionné, les poids et mesures indiqués sur le bon de livraison font foi des quantités livrées.

8.3 En cas de non-conformité des Produits aux dispositions du bon de livraison ou de défaut apparent, dûment confirmé par le Vendeur par écrit, le Vendeur indiquera le nom du transporteur habilité à reprendre les Produits non-conformes chez l'Acheteur, sauf convention contraire. L'Acheteur doit retourner les Produits dans leur emballage d'origine et les mettre à la disposition du transporteur à la date indiquée par le Vendeur. Si l'Acheteur n'utilise pas le transporteur désigné par le Vendeur, l'Acheteur prendra en charge la totalité des coûts de retour des Produits. En cas de retour accepté par le Vendeur, l'Acheteur pourra obtenir, au choix du Vendeur, le remplacement gratuit ou le remboursement du Produit non-conforme, à l'exclusion de toute indemnité ou de dommages et intérêts. En cas de refus ou retour de Produits par l'Acheteur non accepté par le Vendeur, le Vendeur se réserve le droit de facturer un montant forfaitaire de 50 EUR de frais de gestion auxquels s'ajouteront 15% du montant de la commande concernée.

Le non-respect de la réglementation applicable ou des instructions du Vendeur en matière d'entreposage ou d'utilisation des Produits,

et/ou de manière générale tout fait de l'Acheteur à l'origine de la non-conformité, vaut renonciation à tout recours à l'égard du Vendeur. De même, aucun retour ne sera accepté par le Vendeur pour produits invendus ou dont la date de durée minimale (DDM) est dépassée ou dont la demande aura été faite après un délai de 8 jour calendaire suivant la date de livraison.

Sans préjudice des dispositions des articles 1641 et suivants du Code Civil, passé ce délai de 8 jours calendaires et en l'absence de notification de l'Acheteur, les Produits seront réputés avoir été acceptés par l'Acheteur en l'état.

8.4 S'il apparaît qu'un Produit est susceptible de porter atteinte à la santé et/ou à la sécurité des consommateurs, toute mesure de retrait ou rappel de Produits et communication publique associée devra être menée en étroite collaboration entre l'Acheteur et le Vendeur et avec l'accord préalable de chacune des parties, sous réserve des dispositions légales en vigueur. Dès lors que le Produit concerné a subi une quelconque transformation ou modification (cuisson, décongélation, déconditionnement, reconditionnement, étiquetage propre au client, etc.), la déclaration sur le site Rappel Conso, l'élaboration de l'affiche de rappel et la mise en place d'un numéro d'appel pour les consommateurs seront effectués par l'Acheteur qui s'engage à informer le Vendeur et à lui transmettre l'affiche de rappel.

9. RESPONSABILITE

9.1 Le Vendeur ne pourra en aucun cas être tenu responsable envers l'Acheteur des préjudices financiers, tels que, notamment, perte de bénéfices, perte de commandes, perte d'image, perte d'usage, perte d'intérêts, et de manière générale de tous dommages indirects et/ou immatériels (consécutifs ou non) subis par l'Acheteur ou un quelconque tiers du fait d'un défaut ou d'une perte d'usage des Produit(s) ou du fait de l'exécution, la mauvaise exécution ou l'inexécution par le Vendeur de ses obligations contractuelles, et ce, même dans le cas où le Vendeur aura eu connaissance de l'éventualité de la survenance de tels dommages. Le Vendeur ne sera tenu responsable envers l'Acheteur que des seuls dommages survenant directement à la suite de l'exécution et/ou de la non-exécution des obligations contractuelles du Vendeur, étant entendu que, sous réserve des dispositions légales en vigueur, la responsabilité totale et cumulative du Vendeur dans le cadre ou en liaison avec une commande ou un contrat, quelle qu'en soit la cause, ne pourra en aucun cas excéder 30% du montant de la commande ou du contrat concerné.

9.2 L'Acheteur est seul responsable du choix des Produits qu'il commande et leur adéquation à ses besoins. Le Vendeur ne pourra pas être tenu responsable d'une quelconque non-adéquation auxdits besoins si ces derniers n'ont pas été expressément définis par l'Acheteur et acceptés par écrit par le Vendeur. En particulier, en cas de commercialisation des Produits en dehors du territoire français, il incombe à l'Acheteur de vérifier, à ses frais et sous sa responsabilité, la conformité des Produits à la réglementation en vigueur dans le pays de commercialisation.

Par ailleurs, l'Acheteur garantit et tiendra indemne le Vendeur de tout préjudice qu'il pourrait subir, ou de toute action qui pourrait être menée à l'encontre du Vendeur, en vue de réparer un préjudice, causés par un élément fourni au Vendeur par l'Acheteur et/ou par un fournisseur désigné et/ou imposé par l'Acheteur.

9.3 Toute contestation, par l'Acheteur, relative aux sommes éventuellement dues par le Vendeur, ne sera plus recevable au-delà d'une période de 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel est né le fait générateur de ces sommes.

10. PROPRIETE INTELLECTUELLE ET CONFIDENTIALITE

10.1 Les informations et données techniques ou commerciales (ci-après "les Informations") contenues dans tout document ou support d'information fournis par le Vendeur dans sa proposition ou en relation avec la commande (y compris formulations, recettes,

compositions, procédés, plans, schémas, etc.) resteront, sous réserve des droits des tiers, la propriété exclusive du Vendeur ainsi que tous droits de propriété intellectuelle y afférents.

L'Acheteur devra garder strictement confidentielles les Informations et ne devra pas les divulguer en tout ou partie à toute personne autre que les employés de l'Acheteur qui auront besoin d'en connaître, aux fins mentionnées dans cet article. L'Acheteur ne devra pas utiliser les Informations à d'autres fins que celles d'effectuer une évaluation interne de la proposition ou de la commande.

Sous réserve du droit des tiers, le Vendeur conserve et conservera l'entière propriété de toutes inventions, formulations, recettes, compositions, procédés, plans, schémas, etc. développés par le Vendeur antérieurement ou pendant l'exécution de la commande ou du contrat conclu avec l'Acheteur.

10.2 Toutes les informations échangées entre l'Acheteur et le Vendeur doivent être traitées de manière confidentielle et ne peuvent pas être divulguées à des tiers, sauf en cas d'accord préalable écrit de l'autre partie ou d'obligation légale.

10.3 L'Acheteur est seul responsable des éléments distinctifs tels que les marques, logos, dessins ou textes qu'il demande au Vendeur de faire figurer sur les Produits fabriqués et revendus par le Vendeur. A cet égard, l'Acheteur garantit le Vendeur de toute action qui pourrait être engagée contre le Vendeur, notamment sur le terrain de la contrefaçon ou de la concurrence déloyale du fait des éléments susvisés.

11. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

11.1. L'Acheteur est informé que les données à caractère personnel de son personnel ou de ses prestataires communiquées au Vendeur seront collectées et traitées conformément au Règlement général sur la protection des données à caractère personnel n° 2016/679/EUR (RGPD) et à la politique vie privée et protection des données du Groupe Vandemoortele disponible sur <https://vandemoortele.com/fr-fr/vandemoortele-group-privacy-personal-data-protection-policy>.

11.2. En tout état de cause, l'Acheteur accepte expressément le traitement de ses données à caractère personnel dans les conditions ci-dessus et s'engage à en informer les personnels ou prestataires concernés.

11.3. En application du RGPD, l'Acheteur dispose d'un droit d'accès, de rectification, de suppression, d'opposition, d'un droit à la portabilité, à la limitation des traitements et d'un droit au retrait du consentement. Ces droits peuvent être exercés auprès du Vendeur à privacy@vandemoortele.com ou à l'adresse postale suivante Vandemoortele NV, Attn. Data Privacy, Ottergemsesteenweg-Zuid 816, B- 9000 Gent, Belgium. Enfin, l'Acheteur peut effectuer un recours auprès de la Commission Nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) en cas de violation des dispositions du RGPD.

12. LUTTE ANTICORRUPTION

12.1 Le Vendeur attache une importance toute particulière à la lutte contre la fraude, la corruption et le trafic d'influence et entend que la réglementation en vigueur (notamment la loi dite « Sapin II ») qui impose des obligations de prévention et de détection des risques de corruption et de trafic d'influence, soit scrupuleusement respectée par l'Acheteur.

12.2 L'Acheteur garantit au Vendeur que l'ensemble des personnes sous sa responsabilité ou agissant en son nom et pour son compte, intervenant dans le cadre des CGVPS :

- Respectent la réglementation visant les risques de corruption et de trafic d'influence ;
- Ne réalisent aucun acte ou omission susceptibles d'engager la responsabilité du Vendeur au titre du non-respect de la réglementation en vigueur ;
- Informent sans délai le Vendeur de tout comportement proscribed car susceptible de caractériser des faits de corruption ou de trafic

d'influence ;

- S'engagent à assister le Vendeur en cas de demande de l'Agence française anticorruption ou tout autre autorité compétente.

12.3 Tout manquement de la part de l'Acheteur aux stipulations du présent article devra être considéré comme un manquement grave autorisant le Vendeur à cesser la relation contractuelle sans préavis ni indemnité, et sans préjudice des dommages et intérêts que le Vendeur pourrait demander du fait d'un tel manquement.

12.4 L'Acheteur reconnaît que le Vendeur peut prendre toute mesure appropriée afin de s'assurer du respect des règles éthiques et des obligations stipulées au présent article.

13. CESSION – SOUS TRAITANCE

Le Vendeur pourra librement sous-traiter ou céder tout ou partie d'une commande ou du contrat conclu avec l'Acheteur à toute société faisant partie de son groupe (groupe Vandemoortele) ou à tout tiers de son choix. Le Vendeur ne sera pas tenu solidairement à l'exécution de ces commandes ou contrats si leur sous-traitance ou transfert est intervenu avec l'accord de l'Acheteur. Il est précisé à cet égard que le Vendeur n'est pas fabricant mais distributeur (**grossiste au sens de l'article L.441-1-2 du code de commerce**) de produits agroalimentaires achetés auprès d'autres sociétés du groupe Vandemoortele et fabriqués et/ou achetés en France ou en Europe auprès de tiers ou d'autres sociétés du groupe Vandemoortele.

14. DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige relatif à l'interprétation et à l'exécution des présentes CGVPS est soumis au droit français. A défaut de résolution amiable, le litige sera porté devant les tribunaux compétents de Rennes. Cette clause s'applique même en cas de référé, de demande incidente, ou de pluralité de défendeurs ou d'appels en garantie, et quel que soit le mode ou les modalités de paiement, sans que les clauses attributives de juridiction pouvant exister sur les documents de l'Acheteur puissent mettre obstacle à l'application de la présente clause. Chacune des parties élit domicile en son siège social.

Edition 01-09-2024

Identifiants uniques générés par ADEME :
FR210257_01NZEU / FR389932_02EXO1

ANNEXE 1 AUX CONDITIONS GENERALES DE VENTE ET/OU DE PRESTATION DE SERVICES INDICATEURS DE PRIX DES PRODUITS AGRICOLES ET DES PRODUITS ALIMENTAIRES COMPRENANT DES PRODUITS AGRICOLES

Les produits vendus par Vandemoortele France (*) sont des produits alimentaires (produits de boulangerie, viennoiserie et pâtisserie surgelés) fabriqués en France ou en Europe (principalement Pays-Bas, Belgique et Italie) à partir de plusieurs produits agricoles transformés provenant de diverses origines géographiques.

Vandemoortele France n'est pas fabricant de produits alimentaires, mais distributeur (**grossiste au sens de l'article L.441-1-2 du code de commerce**) pour la France des produits fabriqués ou achetés en Europe par d'autres sociétés du groupe Vandemoortele, auquel il appartient. Vandemoortele France **n'achète donc pas directement aux producteurs** les produits agricoles nécessaires à la fabrication des produits vendus.

En fonction de la référence et la nature du produit vendu (boulangerie, viennoiserie ou pâtisserie), les quantités, la provenance, le prix d'achat, la nature et le type de produits agricoles (principalement blé et lait, etc.) nécessaires à leur fabrication sont très variables selon les recettes. Le coût des produits agricoles est important dans la détermination du prix du produit vendu, mais n'est pas le seul critère déterminant, puisque les produits ne sont pas fabriqués à partir de produits agricoles bruts mais à partir de produits agricoles ayant subi une ou plusieurs transformations au cours de la

chaîne de commercialisation. Les coûts d'achat des produits agricoles transformés, les coûts de fabrication, les coûts logistiques (transport et stockage sous température dirigée), les coûts énergétiques, les coûts des emballages et les coûts de commercialisation, promotion, marketing et services associés des produits finis **sont aussi des critères importants dans la détermination du prix des produits finis.**

De manière générale, les ingrédients d'origine agricole ayant un impact important dans la détermination du prix de vente (en volume ou valeur) sont les suivants :

- Produits de boulangerie : la farine de blé tendre
- Produits de viennoiserie : farine de blé tendre et beurre industriel

Les indicateurs ayant servis de référence pour la détermination du prix sont les suivants :

Produit agricole	Nom de(s) l'indicateur(s)	Conditions de prise en compte de(s) l'indicateur(s)
Farine de blé tendre	Marché à terme du blé tendre (pour achat de la farine) https://live.euro.next.com/nl/pro-duct/commodities-futures/EBM-DPAR/cours-blé-de-meunerie-matif	Cet indicateur ne permet pas d'obtenir le prix d'achat réel de la farine, il doit être complété notamment des coûts additionnels suivants : - Les primes qualifiées liées à la nature du blé nécessaire - Les coûts liés aux pertes lors de la transformation du blé en farine - Les coûts énergétiques de la transformation du blé en farine - Les coûts de transport
Beurre industriel	Aucun indicateur pertinent. Le prix du beurre industriel est basé sur un prix de marché négocié au cas par cas avec les fournisseurs de beurre et non sur le prix d'achat et/ou de production du lait	

NOTA : Dans l'hypothèse où l'activité ou les produits de Vandemoortele France serait concernée par les dispositions nouvelles de l'article L.441-1-1 du code de commerce telles que prévues par la loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs, les informations relatives à la part des matières premières agricoles, seront transmises avec la grille tarifaire des produits concernés.